

306 milliards de pertes liées aux catastrophes

Les dommages ont gonflés de 62% en 2017.

Les pertes économiques mondiales liées aux catastrophes naturelles et à l'activité humaine se sont fixées en 2017 à 306 milliards de dollars contre 188 milliards l'année dernière. Ce qui représente une envolée de l'ordre de 62% sur un an, selon les estimations publiées hier par Swiss Re, dans son étude Sigma.

La quasi totalité de ces pertes est due à des catastrophes naturelles, à savoir 300 milliards, contre 6 milliards pour les événements liés à l'activité humaine. La somme totale dépasse largement la moyenne sur dix ans, qui est de 58 milliards de francs et représente le troisième niveau le plus élevée depuis le lancement de la statistique en 1970.

Les Etats-Unis affichent les dommages les plus importants, avec des pertes évaluées à 136 milliards de dollars suite au passage des ouragans de catégorie 4+ Harvey, Irma et Maria.

La saison la plus coûteuse

Plus de 11.000 personnes ont perdu la vie ou sont portées disparues en 2017, un chiffre similaire à celui de l'année précédente. Les pertes assurées mondiales devraient atteindre 136 milliards de dollars. Ce montant figure aussi en bonne place parmi l'histoire des statistiques Sigma. Les catastrophes naturelles représentent l'essentiel de la somme, soit 131 millions de dollars.

Les montants ont grimpé vertigineusement au deuxième semestre, suite à la saison des ouragans qui a durement touché les Etats-Unis et les Caraïbes. Les dégâts causés par Harvey, Irma et Maria sont estimés à 93 milliards. Les pertes économiques s'avèrent également très importantes, suite aux inondations (souvent non assurées) au Texas et aux coupures de courant à Porto Rico. Il s'agit de la saison des ouragans la plus coûteuse depuis 2005 aux Etats-Unis.

Les incendies et les tempêtes ont également contribué à cette hausse, à hauteur de respectivement 7,3 milliards et 1 milliard de pertes assurées. Les tremblements de terre en Mexique (2 milliards) et le cyclone Debbie en Australie (1,3 milliard) figurent encore parmi les événements marquants de 2017. ■

BANQUE DE SUÈDE: taux directeur inchangé

La Banque de Suède a conservé hier son taux d'intérêt directeur en terrain négatif, à -0,50%, avec l'objectif de soutenir l'inflation, la croissance et l'emploi. Cette décision était attendue. Le taux Repo est à -0,50% depuis février 2016 pour soutenir l'inflation qui a oscillé ces six derniers mois entre 1,5 et 2,2%. Sur l'ensemble de l'année, la Riksbank compte sur une inflation de 1,8%. Elle devrait atteindre 1,9% en 2018 et 2,8% en 2019. La Riksbank envisage de relever le taux progressivement à la mi-2018.

Le choix de la normalisation en 2018

CONSENSUS ISAG. Les stratèges genevois s'accordent sur le maintien d'un biais pro-actions sur la base d'un scénario de normalisation des marchés.



EMMANUEL FERRY
Président de l'ISAG, directeur des investissements, Banque Paris Bertrand Sturdza

Les membres de l'ISAG ont présenté les conclusions de leur dernier tour de table annuel dédié aux perspectives 2018. 2017 a été une bonne année, en particulier pour les investisseurs en franc suisse. La poursuite du soutien des banques centrales s'est juxtaposée à une reprise mondiale synchronisée et une accélération des profits des sociétés, dans un contexte d'intensification d'appétit pour le risque. La baisse du franc a été une source additionnelle de performance.

Exposition en actions à un plus haut historique

Pour 2018, les stratèges s'accordent sur le maintien d'un biais pro-actions (l'exposition moyenne du portefeuille équilibré est de 49%, soit un plus haut historique) sur la base d'un scénario de normalisation des marchés. Cette normalisation a pour fondement une confirmation de l'amélioration des fondamentaux (rythme de croissance mondiale supérieur à son potentiel, amélioration de la rentabilité des entreprises) dans un contexte de réduction graduelle des conditions monétaires globales. La pré-

férence pour la classes d'actifs actions se fait au dépens du crédit qui présente un moins bon couple rendement/risque. Quant à l'exposition aux obligations d'Etat, elle est toujours minimale à 11%. Les anticipations à long terme sur les taux d'intérêt sont trop basses, ce qui reste compatible avec une persistance des pressions déflationnistes héritées de la crise financière. La question de l'impact de la diminution de la liquidité mondiale sur la valo-

risation des actifs financiers a été largement débattue. Les allocataires d'actifs restent sur la thèse d'une normalisation graduelle de l'inflation qui ne serait pas déstabilisante. L'inflation au niveau des prix des biens et services est perçue comme durablement basse. Les perspectives d'un nouveau cycle de gains de productivité dans les services (santé, services financiers, ...) basées sur les bénéfices provenant de la diffusion des nouvelles technolo-

gies ouvriraient la voie à une phase de croissance supérieure et non inflationniste. Un tel scénario serait évidemment un relais de performance solide pour les marchés.

Absence de craintes inflationnistes

L'allocation aux matières premières est minimale, reflétant l'absence de craintes inflationnistes. Quant à l'allocation à l'alternatif, elle est conséquente à 15%, ce qui correspond à la recherche d'expositions moins directionnelles et plus relatives. C'est logique au vu des valorisations élevées sur l'ensemble des classes d'actifs et des opportunités relatives qui deviennent plus abondantes en général lorsque le cycle financier est mature. Qu'en est-il des risques? La Chine est en phase de ralentissement et connaît un resserrement du crédit. Le marché parie sur un atterrissage en douceur avec une économie qui continuerait de pivoter vers une demande plus domestique. Concernant la politique monétaire, la Fed semble être en mesure de resserrer sa politique monétaire sans causer de déséquilibre macro-financier. La dette risquée (high yield, émergente) serait donc en mesure d'absorber des relèvements de taux directeurs bien télégraphiés.

Enfin, l'hypothèse d'une correction technique du marché (-20%) a été à peine évoquée, signe de la confiance accumulée après 13 mois de hausse consécutive des marchés actions globaux. La volatilité des marchés est très basse et s'explique par l'absence de durcissement des conditions de crédit. Mais la combinaison «valorisations maximales et volatilités minimales» est un équilibre instable qui ne tient que par la sur-implication des banques centrales dans les marchés financiers.

Les intérêts des principaux acteurs sont bien alignés

Finalement, les risques de marchés portent davantage sur des ajustements de valorisation relative, avec des rotations potentiellement importantes en faveur des marchés/pays/secteurs/sociétés dits Value, au détriment des thématiques chères qui affichent des signes d'exubérance plus ou moins rationnelles et d'excès de positionnement dans les portefeuilles.

Pour résumer. 2018 s'annonce comme un mélange de continuité et de normalisation. C'est ce que souhaitent les banques centrales. Les intérêts entre les investisseurs, les Etats, les entreprises et les banques centrales devraient continuer à être alignés. ■

ALLOCATIONS D'ACTIFS PORTEFEUILLE ÉQUILIBRÉ EN EURO

| | Pondération en % moyenne | Variation mensuelle | Pondération, relative* majorité |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------------|
| Monétaire | 3 | ↘ | Neutre |
| Obligations publiques | 11 | ↗ | Sous-pondéré |
| Obligations privées | 19 | ↘ | Neutre |
| Actions | 49 | ↗ | Sur-pondéré |
| dont Europe* | | | Sur-pondéré |
| dont USA* | | | Sous-pondéré |
| dont Japon* | | | Sur-pondéré |
| dont émergents* | | | Sur-pondéré |
| Matières premières | 3 | ↘ | Neutre |
| Alternatifs | 15 | ↗ | Sur-pondéré |
| Total | 100 | | |

*Pondération relative au 'benchmark' du répondant

Novembre n'entache pas la performance de l'investissement ESG en Suisse

Les indices BBGI ESG Swiss Equities «Core» (20 entreprises suisses), «Mid» (40 entreprises) et «Broad» (60 entreprises) enregistrent un léger recul.



ALAIN FREYMOND
CIO BBGI Group

Bien que le marché suisse ait connu un ralentissement de sa progression en novembre, les indices BBGI ESG Swiss Equities réalisent tout de même, sur l'année, des performances supérieures aux performances des indices SMI et SPI. Sur le terrain Environnement, Social et Gouvernance (ESG), Credit Suisse, Helvetia, Arysza et LafargeHolcim sont au cœur des controverses ce mois-ci.

Légère correction pour les actions suisses

Après un début d'année solide et optimiste, les actions suisses subissent une correction au cours de l'avant dernier mois de cette année 2017. Les investisseurs étant désormais plus nombreux à vouloir prendre des profits aux niveaux actuels de valorisations. En novembre, les actions de grandes capitalisations ont gagné +0,91% et ont ainsi surperformé les «small caps» (-0,83%) et les «mid caps» (-0,30%). Les indices SMI et SPI progressent de +0,83% et +0,67%, ceux-ci profitant de leur exposition plus importante au segment des grandes capitalisations.

indices traditionnels du marché suisse, le SMI (+17,09% TR) et le SPI (+19,06% TR).

En ce qui concerne les controverses environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), celles-ci visaient en novembre les secteurs de la finance et de l'industrie.

Finance: Credit Suisse et Helvetia dans le viseur

Credit Suisse est au cœur de nouvelles investigations du FBI. En effet, la banque serait impliquée dans une affaire de corruption au

Mozambique. Des obligations, d'une valeur de plus de 2 millions de dollars, auraient été vendues par la banque, avec d'autres banques internationales puis ensuite détournés lors de l'émission de dette publique du pays africain. Alors que celui-ci est actuellement en défaut de paiement, le ministère de la Justice américaine accuse aussi Credit Suisse et les autres banques d'avoir autorisé le Mozambique à emprunter plus que ce que son économie est capable de rembourser, violant les lois sur les valeurs mobilières. Credit Suisse apparaît également dans une autre affaire; une famille aisée du Koweït vient tout juste de gagner un procès à l'encontre de la banque suisse. Celle-ci aurait fait perdre plus de 29 millions de dollars à la famille lors de la crise financière de 2008. Une compensation de la part de Credit Suisse reste à définir très prochainement.

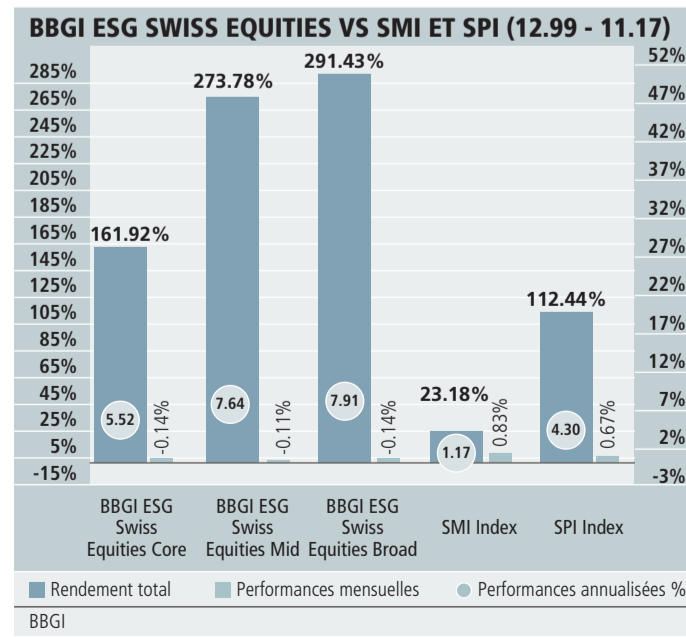
Le président du conseil d'administration d'Helvetia, Pierin Vincenz, a été mis sous enquête par la FINMA concernant un possible conflit d'intérêt lors de certaines acquisitions lorsqu'il était directeur du groupe bancaire suisse, Raiffeisen, entre 1999 et 2015. La FINMA ne s'est pas encore prononcée sur les possibles sanctions. En conséquence de cette enquête, Pierin Vincenz a

démisionné de son poste de président du conseil d'administration d'Helvetia le 18 décembre.

Quelques inquiétudes dans l'industrie

L'ex-directeur général de Barry Callebaut, Jürgen Steinmann, a décidé, en novembre, de renoncer à se présenter au conseil d'administration d'Arysza. M. Steinmann est accusé par les autorités de surveillance allemandes, d'être impliqué dans une affaire de délit d'initié. En effet, l'enquête soupçonne Jürgen Steinmann d'avoir été au courant d'un projet de scission avant l'achat d'actions de l'entreprise de distribution allemande, Metro, dont il fait partie du conseil de surveillance.

Lors de l'incendie déclenché dans l'usine de ciment Lafarge en Malaisie fin octobre, trois morts sont à déplorer. Il serait donc tout à fait possible que la presse se pose prochainement des questions quant aux conditions de travail au sein de l'entreprise. ■



EN CE QUI CONCERNE
LES CONTROVERSES ESG,
CELLES-CI VISAIENT
EN NOVEMBRE
LES SECTEURS
DE LA FINANCE
ET DE L'INDUSTRIE.